

**G.P.R.A. :**

---

## *De quoi s'agit-il ?*

### **LES MULTIPLES INTERROGATIONS A PROPOS D'UN REMANIEMENT**



(Keystone)

M. YOUSSEF BEN KHEDDA

**D**ÈS l'annonce du remaniement intervenu au sein du G.P.R.A. et du remplacement de Ferhat Abbas par Youssef ben Khedda à la tête de l'exécutif algérien, les observateurs ont multiplié les interrogations sur le sens et la portée de ces modifications.

Devait-on s'attendre à une reconversion générale de la politique du

F.L.N. ? Les dirigeants algériens allaient-ils délibérément cette fois jouer la carte de l'internationalisation et rechercher concrètement une aide internationale en provenance des pays de l'Est ? Ce remaniement annonçait-il la reprise d'une guerre à outrance, ou au contraire le G.P.R.A. nouvelle formule, représentant ainsi plus fidèlement les volontés des combattants de l'intérieur, posséderait-il une plus grande liberté de manœuvre dans d'éventuelles négociations avec le Gouvernement français ?

#### **Quel est le sens du remaniement?**

A ces interrogations, certains ont répondu, un peu hâtivement, que l'exclusion de Ferhat Abbas exprimait de toute évidence un net durcissement à l'égard de la négociation. D'autres, au contraire, y ont vu la disparition d'un obstacle qui freinait les chances des pourparlers franco-algériens parce qu'il suscitait un doute sur la représentativité du F.L.N. D'une manière générale, la plupart des observateurs s'efforçaient d'expliquer ce remaniement par le problème des négociations. La brusque suspension des pourparlers de Lugrin sur l'initiative de la délégation algérienne n'est pas en effet si

lointaine...

Et pourtant, il semble que le problème de la reprise du dialogue avec le Gouvernement français n'a pas beaucoup compté dans l'esprit des membres du C.N.R.A. lorsqu'ils ont procédé à ces « échanges » de personnalités. D'un côté, en effet, Ferhat Abbas, habituellement considéré comme l'homme de la négociation, est mis à l'écart ; de l'autre, Belkacem Krim, chef de la délégation F.L.N. à Evian et à Lugrin, se voit confier le poste le plus important, le poste-clé de toute organisation révolutionnaire : le « *ministère de l'Intérieur* ». Il ne s'agit quand même pas de dire que le succès de Belkacem Krim correspond à une orientation favorable aux pourparlers directs avec la France, pendant le même temps que l'on expliquerait le « vidage » de Ferhat Abbas par les mêmes raisons.

C'est en fait, semble-t-il, surtout au niveau de l'Algérie, de ses structures économiques et sociales et de sa situation internationale que se sont situés les débats de Tripoli. C'est par rapport au problème de la transformation de leur pays que les délégués du C.N.R.A. ont désigné les membres de leur gouvernement. Et là, on peut parler effectivement d'un « gauchissement ». Dépassant la lutte pour l'indépendance, ce sont les problèmes de l'Algérie future que veut affronter le F.L.N., et différents rapports sur ce sujet, non encore publiés, ont été discutés et adoptés lors des assises de Tripoli.

## Les chances d'une reprise du dialogue

Encore est-il nécessaire de préciser que ce remaniement ne fait qu'exprimer publiquement une orientation depuis longtemps sous-jacente au sein du F.L.N., et impliquée par son organisation politique et administrative.

Depuis un certain temps déjà, Ferhat Abbas, de par son attitude passée et ses idées, ne permettait plus de situer exactement tout le contenu de l'action des nationalistes algériens. La désignation de Youssef ben Khedda comme chef du G. P. R. A. répare cette anomalie.

Mais alors, quid de la négociation et des chances de règlement du conflit ? Le communiqué publié le 28 août réaffirme la position traditionnelle des Algériens en faveur de la négociation. Il y ajoute même une précision importante : la nécessité d'instaurer entre la France et l'Algérie indépendante une « *coopération, sur un pied d'égalité, basée sur le respect de la souveraineté du peuple algérien* ». Prise de position significative qui exprime pour la première fois publiquement la conviction des dirigeants algériens en la nécessité d'une coopération avec l'ancienne puissance coloniale. S'il ne s'agit pas, bien évidemment, de la « *coopération organique des communautés* » réclamée par le général de Gaulle, il s'agit, sans nul doute, d'une attitude bien différente de ce que le Président de la République appelle avec mépris la « *sécession* ».

On peut donc se demander si le fait que, pour la première fois, les dirigeants algériens se soient préoccupés aussi concrètement des réformes à accomplir au sein d'une Algérie indépendante ne signifie pas qu'ils considèrent d'ores et déjà l'obtention de l'indépendance comme un fait plus ou moins acquis. On comprendrait dès lors qu'ils aient voulu porter à leur tête les hommes qui incarneront le mieux demain la politique algérienne qu'ils désirent. Dans cette optique, peut-on penser que la décision de suspendre les négociations d'Evian avait été prise pour permettre d'opérer cette nécessaire « mise à jour » ?

Jacques POMONTI.